

Fiche

La fascination des sociétés contemporaines pour leur passé, lisible dans la patrimonialisation, est à mettre en lien avec les mutations rapides qu'elles connaissent. F. Hartog évoque l'émergence d'un rapport à l'histoire qu'il désigne sous le nom de présentisme. Selon lui, le passé connaît une instrumentalisation servant les émotions du présent, rendant la science historique moins audible dans la sphère publique. Les mémoires sont sur le devant de la scène politique et sociale, mais deviennent aussi des objets d'études pour les historiens, à l'image des *Lieux de mémoire*, ouvrage réalisé sous la direction de P. Nora. Si l'histoire est la science du passé, la mémoire est par nature subjective. Ses porteurs peuvent être tout à la fois des individus, des groupes constitués ou non, mais aussi des institutions comme les États. Les sociétés démocratiques ne peuvent toutefois se contenter d'un rapport patrimonial et mémoriel de leur passé, la reconnaissance du travail de l'historien est nécessaire. La « procédure de vérité », qu'évoquait déjà Hérodote, se trouve parfois en contradiction avec des mémoires d'expériences traumatisantes, ou au milieu de mémoires concurrentes.

I. Les historiens et la responsabilité du déclenchement de la Première Guerre mondiale

Par leurs aspects traumatisants, mais aussi parce qu'ils induisent des mémoires antagonistes, les conflits sont des phénomènes cristallisant les relations entre l'histoire et la mémoire. Chaque camp porte en effet des mémoires souvent complexes, en prise avec les expériences de la violence, qui connaissent une construction progressive. La réception de ces mémoires est variable, dans le temps et suivant les contextes socio-politiques. Les anciens combattants et victimes des nombreux conflits qui ont émaillé le xx^e siècle ont cherché ou cherchent à faire reconnaître par la société leur mémoire.

Les historiens de leur côté peuvent faire face à des difficultés d'études pour certains conflits, car les archives peuvent être difficiles d'accès pour des raisons légales ou politiques. Ils se trouvent de plus confrontés aux mémoires dans le cadre de procédures judiciaires lancées à la suite des conflits, et la communauté scientifique diverge sur l'attitude à adopter. Pour F. Cochet, historien des pratiques combattantes, il existe tout autant un « devoir d'histoire » qu'un devoir de mémoire : quand le témoin éclaire une période, l'historien veille à expliquer celle-ci. C'est ce travail qui peut permettre de pacifier une société, de la rendre moins sensible aux chocs des mémoires.

II. La guerre d'Algérie, une « guerre ensevelie » ? (B. Stora)

Si la Seconde Guerre mondiale offrait un certain nombre de figures positives, dont celle de la Résistance dans laquelle l'État et les Français ont développé un investissement mémoriel majeur, ce n'est pas le cas de la guerre d'Algérie.

Les actes de la guerre d'Algérie, qui concernaient une grande partie de la population avec l'appel du contingent, ont été amnistiés après les accords d'Évian (1962). Mais la multiplicité des mémoires demeure, tant celle des combattants du FLN, que celle des appelés ou celle des pieds-noirs. Les interprétations officielles complexifient le travail des historiens : du côté français, l'État rejette la qualification de guerre, tandis que le pouvoir algérien devient autoritaire après 1965. Ce conflit peu étudié et peu commémoré refait surface après les années 1980, mais il faut attendre 2002 pour qu'un mémorial national soit inauguré à Paris.

Les événements traumatiques, de la torture à l'exil, sont au cœur de mémoires concurrentielles d'acteurs toujours vivants. La transmission de celles-ci pose aujourd'hui question. Les historiens s'y intéressent, notamment R. Branche, dont l'ouvrage au titre éloquent *Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? Enquête sur un silence familial* souligne la présence des non-dits dans la mémoire. Les artistes participent également au travail de mémoire, à l'image de M. Eskenazi dont la pièce *Et le cœur fume encore* regroupe sur scène des acteurs dont les ascendants furent des acteurs bien réels de ce conflit.

Si les historiens, avec des spécialistes reconnus comme B. Stora, ont proposé des travaux multiples en France, ils sont plus complexes à mener en Algérie où les crises politiques et la difficulté à remettre en cause le récit officiel restent prégnantes.

 [Exercice n°1](#)

 [Exercice n°2](#)

 [Exercice n°3](#)

 [Exercice n°4](#)